

Le football, laboratoire de l'ethnisation de la société

Exclu des Bleus pour l'Euro, Karim Benzema estime que le sélectionneur «Didier Deschamps a cédé à la pression d'une partie raciste de la France». Ses propos suscitent une vive polémique, qui traduit la spirale communautariste des rapports sociaux

Par WILLIAM GASPARINI

Dans une interview donnée au *Guardian* le 26 mai, Eric Cantona laisse entendre que c'est en raison de leurs «origines nord-africaines» que Didier Deschamps n'a pas sélectionné Karim Benzema et Hatem Ben Arfa pour l'Euro. Relancé sur son allusion à des supposés choix racistes du sélectionneur, l'ancien attaquant de Manchester United poursuit : «*Et pour sûr, Benzema et Ben Arfa ont des origines nord-africaines. Donc le débat est ouvert.*»

Le «débat» s'est progressivement transformé en polémique, après la déclaration de Karim Benzema parue dans le quotidien sportif espagnol *Marca*, soulignant que «*Didier Deschamps a cédé à la pression d'une partie raciste de la France*». Dans *France Football*, c'est au tour de l'humoriste Jamel Debbouze de regretter l'absence de «*nos représentants en équipe de France*». Au-delà de la diversité des talents sportifs qui la composent, l'équipe de France de football doit-elle également être l'expression de la diversité de la France selon un système de quotas par «origine» (nord-africaine, espagnole, turque, italienne, polonaise... mais également basque, bretonne, alsacienne...) dans le cadre d'une politique de discrimination positive?

Le football professionnel, parmi d'autres disciplines comme l'athlétisme ou la boxe, constitue effectivement l'un des lieux de visibilité d'individus dont les histoires familiales renvoient, d'une part, aux liens historiques entre une nation et ses anciennes colonies, et, d'autre part, à la diversité du «creuset» national. Dès lors, le football français présente deux faces : son endroit – l'apport positif du métissage dans les équipes nationales et les clubs professionnels – et son envers – la célébration des origines et leur usage idéologique.

C'est à partir des années 1990, et notamment à la suite de la victoire à la Coupe du monde de 1998 d'une équipe de France qualifiée de «black-blanc-beur», que l'on observe un changement de regard de l'opinion : sans cesse rappelée par les médias dans une savante mise en scène, l'origine – ethnique ou culturelle – devient le gage d'une probable réussite sportive, surtout dans des sports populaires comme la boxe, l'athlétisme ou le football. Les élus et journalistes commencent à renvoyer les stars du ballon rond à leurs origines culturelles, afin d'exalter la «diversité» de la composition des équipes sportives et la fameuse «intégration par le sport».

Ainsi Michel Platini rappelle-t-il, dans un entretien donné à *L'Humanité* en 2005, qu'il s'est toujours senti français, alors qu'on l'assignait à ses lointaines origines italiennes. Il raconte : «Un

jour, j'étais reçu par un adjoint au maire à Belfort en tant qu'entraîneur de l'équipe de France. Dans son discours, l'élus a parlé de moi comme un bon exemple d'intégration. J'ai été très surpris parce que je ne me suis jamais considéré comme étranger. Je n'avais jamais parlé italien, mon père non plus. Mon grand-père parlait lui aussi français. Je suis de troisième génération.»

De même, les origines kabyles du Français Zinédine Zidane et son attachement à la «mère patrie» algérienne ne sont rappelés que tardivement par les médias, à l'occasion du match France-Algérie en 2001. Il est alors fortement sollicité sur ses origines et ses sentiments «patriotiques» ; il finira par concéder, sous le feu des questions des journalistes sur ses racines algériennes, qu'il aura un «*pincement au cœur*» en entrant sur le terrain.

Parallèlement, dans le champ des sciences sociales, l'explication sociologique de l'exclusion en termes de classes sociales s'efface progressivement au profit d'analyses «ethnistes». Jusque dans les années 1980, les analyses abordaient plutôt la diversité des footballeurs au sens sociologique du terme. Ainsi, Raymond Kopa, leader de l'équipe de France des années 1950, fils de mineur et ancien mineur lui-même, était une figure de la classe ouvrière et du prolétariat. Bien que d'origine polonaise, on évoquait très peu la nationalité de ses ascendants. L'origine étrangère des footballeurs issus de l'immigration n'était pas effacée mais arrimée à leur appartenance aux bassins miniers et industriels du pays.

UNE PENSÉE DU FRAGMENT

En opposition aux analyses «classiques» de la sociologie française – en termes de classes et d'inégalités sociales –, s'élabore progressivement une pensée du fragment – pour reprendre l'expression de l'anthropologue Jean-Loup Amselle – et se développe un nouvel usage des catégories ethniques pour saisir les rapports sociaux, empruntant aux études culturelles et postcoloniales anglo-saxonnes. Cette vision s'impose progressivement à partir des années 2005, porté par des entrepreneurs d'ethnicité comme les Indigènes de la République ou par des mouvements de défense des minorités ethniques selon un modèle de type multiculturaliste.

Parce qu'il est entièrement traversé par la question de la diversité qu'il met en scène avec éclat, le football professionnel participe de cette ethnisation de la société. L'«affaire des quotas» en mai 2011, révélée par *Mediapart*, est un bon indicateur de la naturalisation de l'ethnicité dans le monde du football. Au cours d'une réunion de travail, les dirigeants du football français avaient en effet émis l'idée de mettre en place des quotas ethniques officiels dans les centres de formation et les écoles de football du pays, afin que le taux de jeunes footballeurs français d'origine africaine – les «joueurs blacks» – soit limité à 30% lors des épreuves de sélection, pour des raisons de «morphologie».

Tout comme la naturalisation des capacités sportives des «immigrés» ou des «blacks», le fait d'associer la morphologie d'un joueur et ses performances à son origine ethnique renvoie à des stéréotypes racistes largement véhiculés dans le monde du football. Il faut néanmoins rappeler que le mot «black» s'est progressivement imposé, tant dans la publicité que dans les cours de récréation ou dans le football, comme un terme générique et positif, employé dans les cités célébrant la culture afro-américaine. Depuis 2000, la plupart des joueurs d'origine africaine

SOUS L'EFFET DU MARKETING ETHNIQUE, TOUT SE PASSE COMME SI LA MONTÉE DE LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ ACCOMPAGNAIT LE DÉCLIN DE LA QUESTION SOCIALE

qui se sont imposés au plus haut niveau sont issus des banlieues parisiennes, et il est courant dans le monde du football d'utiliser cette catégorie pratique – d'autant plus qu'elle a été consacrée par le slogan «*black-blanc-beur*» en 1998.

UN IMPENSÉ RACIAL

Cet impensé racial se traduit aussi bien dans les discours des joueurs que dans les propos d'entraîneurs qui attribuent des caractéristiques à des athlètes ou joueurs selon leur nationalité ou leur culture d'origine. C'est ainsi qu'à l'occasion d'une interview en 2014, l'entraîneur du club de Bordeaux et ancien joueur du Bayern Munich, Willy Sagnol, a jugé que «*l'avantage du joueur typique africain, c'est un joueur qui est prêt au combat généralement, qu'on peut qualifier de puissant sur un terrain*». Avant d'ajouter : «*Mais le foot, c'est aussi de la technique, de l'intelligence, de la discipline, il faut de tout. Des Nordiques aussi. C'est bien, les Nordiques, ils ont une bonne mentalité.*» Ces propos sur les qualités supposées du «*joueur typique africain*» ou sur la «*mentalité*» des joueurs selon leur origine culturelle ont créé la polémique, et lui ont valu les critiques de l'association SOS-Racisme.

Sous l'effet du marketing ethnique, tout se passe comme si la montée de la promotion de la diversité accompagnait le déclin de la question sociale et de l'analyse en termes de lutte des classes, dans une Europe de plus en plus gagnée par le paradigme de la concurrence et de la lutte des places entre individus ou groupes d'individus. Néolibéralisme et communautarisme semblent se renforcer l'un l'autre.

Le football est ainsi devenu le laboratoire de l'ethnisation des rapports sociaux comme mode de régulation de nos sociétés. Par la mise en exergue des origines des footballeurs en vue, les leaders d'opinion et entrepreneurs d'ethnicité entretiennent l'idée que les inégalités sociales ont davantage à voir avec la discrimination ethnique qu'avec la domination économique. En cela, ils ont réussi à imposer leur vision idéologique de la société, en opérant un transfert des catégories ethniques vers les champs scientifique, politique et sportif. ■

William Gasparini est sociologue, professeur à l'université de Strasbourg, titulaire de la chaire européenne Jean-Monnet en sociologie du sport. Coauteur, avec Fabien Archambault et Stéphane Beaud, de l'ouvrage «*Le Football des nations. Des terrains de jeu aux communautés imaginées*», (Publications de la Sorbonne, 266 pages, 18 euros)

La conférence de Paris renouvelle l'espoir des Palestiniens pour la paix

Le 3 juin, Paris accueille une conférence internationale afin de relancer le processus de paix au Moyen-Orient. Pour le secrétaire général de l'OLP, le multilatéralisme doit permettre de contraindre Israël à respecter ses obligations

Par SAEB EREKAT

L'année prochaine, cela fera cinquante ans qu'Israël occupe la bande de Gaza et la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est. Cela fera cinquante ans qu'Israël poursuit une politique de colonisation qui suscite la condamnation internationale. Mais l'année prochaine marquera aussi cinquante ans d'immobilisme, au point que la culture israélienne de l'impunité fait croire à beaucoup que la solution négociée à deux Etats n'est plus possible. Nous autres Palestiniens demandons au monde de ne plus se contenter de nous adresser des paroles aimables, mais de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme à l'occupation israélienne de la Palestine et faire enfin respecter les droits piétinés des Palestiniens.

L'ancienne formule des négociations «bilatérales» a échoué en raison de l'intransigeance israélienne sur la poursuite et l'expansion de son entreprise de colonisation. En dépit du fait que le nombre de colons israéliens transférés dans les territoires palestiniens occupés a presque quadruplé depuis le début du «processus de paix», Israël n'a subi aucune sanction de la part de la communauté internationale.

Les Etats-Unis, au lieu d'agir en médiateur honnête, continuent à le soustraire à l'application du droit, tout en ne parvenant pas à convaincre le gouvernement israélien de respecter ses obligations juridiques de l'égard des Palestiniens, et de la communauté internationale dans son ensemble. Il est aujourd'hui essentiel de passer de la voie bilatérale entre occupant et occupé à un cadre multilatéral permettant à la communauté internationale d'assumer la responsabilité qui lui incombe de faire appliquer le droit international en Palestine.

UN HORIZON DE LIBERTÉ

La conférence internationale [qui aura lieu vendredi 3 juin à Paris] doit être considérée comme une occasion de créer un environnement de négociation dans lequel les forces sont mises à égalité et où prévalent les droits humains. La conférence ne devrait pas chercher comment accorder l'impunité aux crimes israéliens, mais plutôt la façon de faire respecter les principes de la charte des Nations unies et des pays qui aiment la paix et respectent le droit.

La Palestine veut envoyer un message de paix. Nous continuons d'accepter le compromis historique douloureux par lequel nous avons reconnu la présence d'Israël sur 78% de notre patrie historique. Nous soutenons l'initiative française avec pour objectif de protéger notre liberté face à l'agressive occupation israélienne, et, ainsi, d'assurer l'indépendance de l'Etat de Palestine, y compris dans sa capitale, Jérusalem-Est. Nous demandons seulement que toutes les questions du statut final des deux Etats – dont la question des réfugiés – soient réglées dans le cadre du droit international et dans le respect des principes d'égalité, de justice et de liberté. La solution à notre pro-

SEULE UNE ENTIÈRE SOUVERAINÉTÉ PALESTINIENNE, SANS LA MOINDRE INGÉRENCE ISRAËLIENNE, POURRA NOUS APPORTER UNE PAIX JUSTE ET DURABLE

blème colonial n'est pas de «réorganiser» l'occupation israélienne, mais d'y «mettre un terme». Seule une entière souveraineté palestinienne, sans la moindre ingérence israélienne dans l'Etat indépendant de Palestine, pourra nous apporter la paix juste et durable que nous recherchons.

Le peuple palestinien attend depuis bien trop longtemps que la communauté internationale redresse les torts qu'il a subis par le passé et demande des comptes pour les torts présents, qui, à chaque instant, se perpétuent dans le futur. Nous souhaitons un horizon de paix, de liberté et de justice.

La conférence de Paris renouvelle nos espoirs de voir nos droits juridiques reconnus, respectés, et ces aspirations fondamentales satisfaites. Nous envisageons un avenir dans lequel deux Etats souverains et démocratiques pourront vivre côte à côte dans la coopération, la paix et la sécurité – deux Etats qui garantiront des droits égaux à tous leurs citoyens et n'en discrimineront aucun pour des raisons religieuses. Nous demandons à la conférence de dégager une voie claire vers cet objectif.

Comme l'a dit le poète Mahmoud Darwich : «*Je viens de là-bas et j'ai des souvenirs... Je suis né comme tout mortel.*» Tel est le sentiment simple et fortement enraciné que chaque Palestinien éprouve pour la Palestine. Quel que soit le nombre d'années d'exil ou d'emprisonnement, quel que soit le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants tués ou blessés, le nombre de maisons démolies et le nombre de colonies construites sur ses terres occupées, le peuple palestinien reste attaché à son foyer, à ses droits et à son histoire.

Il est de la responsabilité du monde de faire en sorte qu'Israël ne puisse plus priver tout un peuple de ses droits les plus fondamentaux et les plus précieux, dont celui d'être libre. Faisons en sorte que l'année prochaine devienne un anniversaire que l'on célébrera plutôt qu'un nouveau jalon de l'échec collectif et international à libérer la Palestine. ■

(Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Saeb Erekat est secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine

BIEN QUE D'ORIGINE POLONAISE, RAYMOND KOPA, FILS DE MINEUR ET ANCIEN MINEUR, ÉTAIT, DANS LES ANNÉES 1950, AVANT TOUT UNE FIGURE DE LA CLASSE OUVRIÈRE